

# Les perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao au Mali

Novembre 2021

**mars 2022**



**Ce Policy Paper est issu d'une recherche menée autour d'un triple questionnement : Quel est le sentiment dominant au Mali sur la sécurité et l'insécurité au niveau local et national ? Quelles sont les relations des communautés avec les forces de sécurité étatiques et quel est le rôle des acteurs de la société civile sur les questions de sécurité ?**

**Au Mali, la collecte de données a été menée par Point Sud et le SIPRI, dans le cadre du programme Just Future. Ce dernier rassemble -au sein d'un consortium piloté par Cordaid - plusieurs organisations de la société civile et instituts de recherche . Le projet vise à établir un partenariat stratégique mondial afin « d'améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice » notamment grâce à la « mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer » dans six contextes fragiles (Burundi, République démocratique du Congo, Mali, Niger, Soudan du Sud, Afghanistan).**

**L'enquête au Mali suit l'évolution des perceptions des populations sur la sécurité avec pour objectif final que « les prestataires de services de sécurité soient plus réactifs, redevables et centrés sur les personnes, et prennent des mesures permettant aux groupes les plus exclus de bénéficier de la sécurité, de la protection et de l'application de la loi ».**

**Le questionnaire a été administré du 15 au 24 novembre 2021, auprès de 489 personnes, dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou par une équipe de 10 facilitateurs et facilitatrices.**

# Résultats de l'enquête

## Les perceptions de l'(in)sécurité

Les régions enquêtées au Mali sont globalement marquées par une dégradation de leur situation sécuritaire. Si 40% des enquêtés disent ne se sentir « ni en sécurité ni en insécurité » dans le pays en général, la situation s'est en revanche « détériorée » lorsqu'ils évoquent la situation pour la région de Gao (à 48%) et celle de Mopti (à 50%).

Dans la commune de Gao, le sentiment d'insécurité, au niveau local, est décrit comme « grandissant » dans la ville (notamment du fait d'attaques, de vols, de menaces contre la population à 34%) et « préoccupant » dans les campagnes où, à cause des menaces reçues, les agents de l'État, mais aussi certaines mairies et sous-préfectures ont dû se relocaliser en zone urbaine.

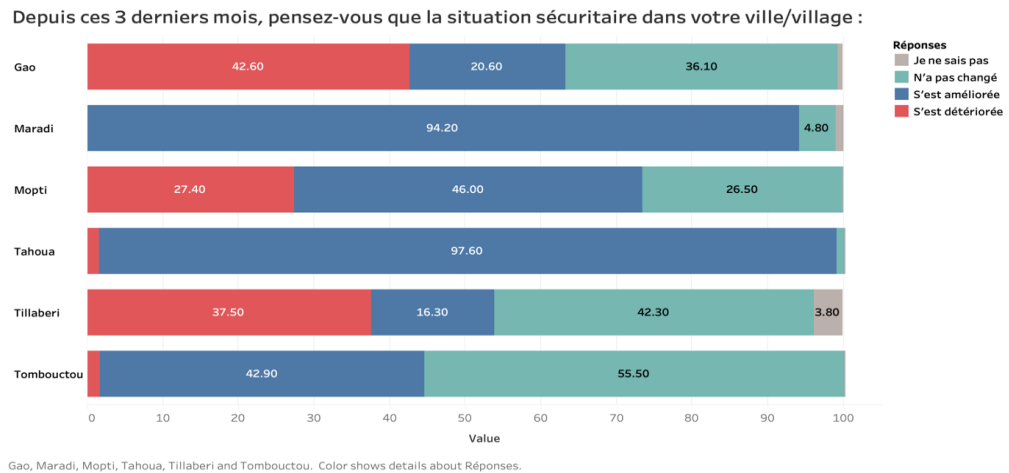
La région de Mopti connaît un genre similaire d'incidents avec une multiplication des attaques de villages et des combats entre groupes armés non-étatiques qui ont entraîné des déplacements de populations. La proximité des localités enquêtées avec des zones de combat est ainsi citée à 48% comme facteur d'insécurité pour les populations. A cela s'ajoute, dans la région de Mopti, les risques ressentis par les habitants qui sont liés à la présence des groupes armés (à 27% pour la région de Mopti).

Ce sentiment d'insécurité touche avant tout les personnes qui résident en milieu rural (à 45 %). Dans la zone de Bandiagara, des inquiétudes fortes sont exprimées concernant les déplacements de plus en plus dangereux et difficiles entre les villages ainsi que sur le nombre insuffisant des forces armées étatiques en dehors de la ville, situation qui engendre un sentiment « d'abandon par l'État ». Tel est d'ailleurs le cas dans de nombreuses localités enquêtées, notamment dans la région de Tombouctou (à 30%).

Aussi, à Tombouctou, dans les derniers jours de la collecte de données, la mort d'un boutiquier arabe lors d'un braquage dans le quartier d'Abaradjou puis le décès d'un jeune de la même communauté ont engendré des tensions communautaires et des manifestations de protestation.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cp\\_mali\\_-\\_mission\\_conjointe\\_-\\_rapport\\_erp\\_alafia\\_et\\_ber\\_-\\_decembre\\_2021.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cp_mali_-_mission_conjointe_-_rapport_erp_alafia_et_ber_-_decembre_2021.pdf)



Le sentiment d'insécurité relative est partagé par l'ensemble des catégories de populations enquêtées. Les femmes décrivent leurs localités, de façon générale, comme étant « moyennement sûres » à 65%, et à 61 % pour les hommes. C'est également le cas pour les enfants et les jeunes, pour les personnes déplacées et réfugiées ainsi que pour les personnes souffrant de handicap (à 67% pour l'ensemble).

Ces perceptions sur la précarité de la situation sécuritaire affectent de manière concrète les façons de vivre au quotidien. Les populations ont, de manière générale, changé leurs habitudes de voyage et de déplacement. Plus de la moitié des enquêtés ont affirmé avoir limité leurs déplacements en termes de distance et de durée (à 75% pour la région de Mopti, 72% pour celle de Gao et 65% pour celle de Tombouctou). 60% d'entre eux ont aussi changé leurs modes de transport et privilégient les transports publics aux véhicules privés, même si ces derniers restent également sujets aux attaques liées au banditisme, aux contrôles des djihadistes ou aux mines.

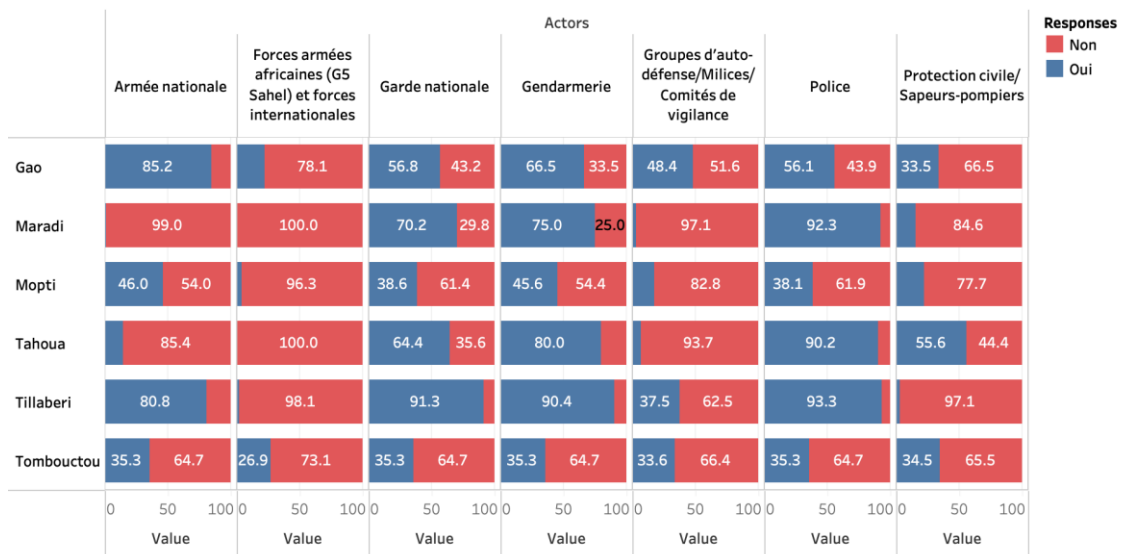
Cette insécurité quotidienne a logiquement des répercussions importantes sur la vie économique et sociale. Dans la région de Gao, les prix des denrées alimentaires ont ainsi augmenté du fait du manque d'approvisionnement régulier des commerces par voie routière. La tenue régulière des marchés a été affectée tout comme leurs horaires et leur fréquentation qui ont également changé. De plus, la circulation est désormais soumise à des règles strictes et changeantes, comme à Tessit où un couvre-feu a été instauré à partir de 18h30.

## Les acteurs de la sécurité et de l'insécurité

Les niveaux d'insécurité élevés dans certaines localités n'empêchent pas les forces armées étatiques de recevoir, dans leur ensemble, une appréciation favorable. L'armée est ainsi désignée à 47% comme l'acteur le plus à même d'assurer la sécurité des populations devant les forces de sécurité intérieures (à 32%). Par ailleurs, les relations avec les acteurs armés étatiques sont qualifiées de « bonnes » à Gao (47%) et Tombouctou (36%) et de « normales » à Mopti (55%).

La présence de l'armée nationale n'est pourtant pas perçue de la même manière dans les trois régions. Si elle est décrite comme visible à 85% dans la région de Gao, elle ne l'est qu'à 46% dans celle de Mopti et 35% dans celle de Tombouctou. Les troupes étant davantage stationnées en zones urbaines et uniquement vues par les populations en dehors de celles-ci lors des patrouilles. De fait, les acteurs sécuritaires principaux du quotidien, dans les villes comme dans les villages des trois régions, sont la gendarmerie et la garde nationale puis la police, les patrouilles mixtes, la protection civile et les brigades mobiles.

Q.3.1 Dans votre village/quartier, quels sont les acteurs de la sécurité présents ?



Gao, Maradi, Mopti, Tahoua, Tillabéri and Tombouctou broken down by Actors. Color shows details about Responses.

Les GAD sont également présents à 48% pour la région de Gao, 33% pour celle de Tombouctou et 17% pour Mopti (sachant qu'ils sont très majoritairement absents de Mopti ville à 98% mais présents dans les zones rurales alentours, comme dans la commune de Sio à 64%). Les forces sont ainsi davantage présentes dans les centres urbains alors que les populations vivent en zones rurales. Ainsi :

**« Dans le village de Somadougou, la sécurité des populations est assurée par les chasseurs (donsos) et les jeunes, les FDS ne sont pas présentes. Les FAN sont à 15 km à Sofouroulaye. Chaque famille met un jeune homme à la disposition de la brigade des chasseurs (donsos). Si la famille n'a pas quelqu'un à fournir, c'est le chef de famille qui donne la valeur (argent) d'une arme à disposition de la brigade. »<sup>2</sup>**

La création de ces groupes répond donc à un besoin de protection des populations en l'absence des forces de sécurité. Pour autant, la confiance qui leur est accordée est relative du fait des violences arbitraires et des comportements hors-la-loi qu'ils peuvent exercer dans le même temps.

Enfin, les acteurs armés internationaux de la MINUSMA, de Barkhane et du G5 Sahel sont également évoqués lorsque ces derniers sont visibles dans les zones enquêtées. Leur mandat est souvent mal compris ou interprété par les populations qui leur reprochent, de façon indifférenciée, leur manque d'intervention en cas d'attaques (à 45% pour la MINUSMA). Ces forces sont alors surtout considérées comme des cibles qui exposent les localités (à 55% pour Barkhane et la MINUSMA). Les attentes ainsi que la confiance envers elles sont donc faibles.

## Les relations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité

<sup>2</sup> Journal de terrain, commune de Sio, région de Mopti, novembre 2021.

Les perceptions positives envers l'armée et les forces de sécurité intérieures traduisent d'abord une aspiration des populations à davantage de protection de la part des acteurs étatiques nationaux. Ce besoin découle, paradoxalement, de situations locales où les forces de sécurité peinent à l'assurer ou dans lesquelles leur présence peut produire d'autres vulnérabilités.

Ainsi, le manque d'intervention lors des attaques contre les populations est une critique émise dans les trois régions. La possibilité de leur faire appel apparaît d'ailleurs comme assez faible à Tombouctou (42%) et à Gao (57%). L'absence de bases ou leur éloignement (à 47% pour Tombouctou et 20% pour Mopti), le nombre insuffisant de patrouilles régulières hors des villes et des grands axes (à 20% à Mopti) sont également remarqués par les enquêtés.

De plus, lorsqu'elles sont présentes, les forces peuvent générer de l'insécurité en exposant davantage les localités aux risques d'attaques djihadistes. Ainsi, la garde nationale et la gendarmerie sont considérées comme pouvant représenter des cibles potentielles et donc menacer la localité.

De façon parallèle, la confiance envers les forces de sécurité peut s'altérer dans les relations quotidiennes, au niveau local, à travers les mauvaises pratiques comme le racket reproché notamment aux forces de gendarmerie et de police, par la violence arbitraire que cette dernière peut exercer (et évoquée à 76% dans la commune d'Ansongo, à 42% dans la région de Tombouctou et à 35% dans celle de Gao), ou encore par la peur générale des représailles pour les citoyens lorsqu'ils font appel aux forces et que leur anonymat n'est pas garanti.

Enfin, les forces de sécurité étatiques peuvent avoir des comportements différenciés et discriminants selon les communautés auxquelles elles font face, notamment envers la communauté Peulh. Cette attitude est évoquée dans l'ensemble des régions enquêtées au Mali quelles communautés. Cela est imputé au manque de connaissance de la réalité locale (à 80% pour Tombouctou) ou parce qu'elles font montre de préjugés sur les liens entre certaines communautés et les groupes djihadistes locaux (à 62% pour Mopti et 51% pour Gao). De fait, les jeunes hommes comme les éleveurs sont considérés comme les plus à risque de discrimination par les forces de sécurité et c'est également le cas pour les personnes déplacées internes ou réfugiées.

L'accès aux services de sécurité dans le pays est, enfin, plus difficile pour les femmes (à 56%), pour les personnes déplacées (à 44%), pour les personnes souffrant de handicaps (à 40%) et pour jeunes (à 37%). Des discriminations de genre sont notamment évoquées ainsi que le poids des barrières sociales et les difficultés à pouvoir s'exprimer (à 52% pour les personnes souffrant de handicaps au Mali). Les mécanismes de plainte et de dialogue passent alors en priorité par les chefs de village, de quartiers ou les maires.

## Le rôle joué par la société civile sur les questions de sécurité

Les populations civiles ont un rôle important à jouer sur les questions de sécurité au Mali. 91% des enquêtés estiment que chaque citoyen est d'ailleurs directement concerné. De plus, 66 % des personnes interrogées se définissent comme des membres de la société civile. Cette catégorie apparaît donc comme extrêmement diverse en termes d'acteurs. L'enquête a ainsi permis de définir quels étaient ceux parmi eux qui s'occupaient de sécurité, selon les perceptions des populations. On retrouve alors - pour plus de la moitié des enquêtés - les organisations et associations religieuses (59%), puis les associations/mouvements communautaires (52%). Viennent, ensuite, les associations/ mouvements de jeunes (45%), les associations/ mouvements de femmes et les associations de citoyens (43%) et, enfin, les comités locaux de sécurité (37%).

Leurs rôles en lien avec la sécurité sont différenciés. Certains sont en contact direct et régulier avec les forces et ont établi des échanges. C'est notamment le cas des organisations religieuses, des mouvements communautaires, des comités locaux de sécurité et des mouvements de jeunes.

## **Dans la localité de Bazi Haoussa, dans le cercle de Gao, ces acteurs « parlent tous de la sécurité et de l'insécurité et ils essaient d'en discuter avec les forces de sécurité (...) car ils veulent une sécurité garantie et le respect mutuel entre eux et les forces de sécurité »<sup>3</sup>**

Les femmes et les jeunes agissent aussi particulièrement dans la sensibilisation contre la violence. Dans la ville de Mopti, certaines organisations de femmes se font « ambassadrices de la paix » et sont intégrées aux organisations de la société civile en ce nom.<sup>4</sup> Les leaders religieux peuvent également utiliser leurs prêches le vendredi pour renseigner sur la situation sécuritaire<sup>5</sup> et sensibiliser contre les tensions locales.

Au Mali, la société civile se retrouve, en effet, davantage impliquée dans le règlement de conflits locaux qui peuvent déboucher sur des affrontements et créer de l'insécurité. Les acteurs qui prennent en charge ce sujet sont surtout les organisations et associations religieuses (à 36%), les comités locaux de sécurité (à 31%) et les associations/mouvements communautaires (à 27%).

Les acteurs de la société civile ont un rôle particulier à jouer lorsqu'il s'agit d'informer à la fois les autorités politique et les populations de la situation sécuritaire. Les journalistes et les médias ont un rôle prépondérant pour cela, en plus d'être en contact avec les forces.

Les résultats concrets des acteurs de la société civile sont jugés favorablement à 72% pour la région de Tombouctou, 69% pour celle de Mopti et 51% pour celle de Gao. Pour autant, la multitude des acteurs et le cumul de leurs activités font qu'ils « manquent de transparence » pour les enquêtés de Gao et de Tombouctou (à 32 et 19%). En plus de la dégradation des conditions sécuritaires, leur manque de budget est aussi estimé comme un frein à leur action.

## **Conclusions et recommandations**

Dans des conditions sécuritaires dégradées pour les trois régions enquêtées, les attentes des populations en matière de sécurité sont extrêmement fortes. Ainsi, l'efficacité de l'armée et des forces de sécurité intérieures sont liées pour les enquêtés à un bon équipement en armes et en véhicules (à 46%) mais aussi à la capacité à agir rapidement et correctement (à 30%).

1. La présence des forces étatiques devrait se matérialiser plus concrètement dans les localités rurales qui se sentent « abandonnées par l'État » et qui peuvent recourir à la constitution de groupes armés non-étatiques d'auto-défense, complexifiant ainsi le paysage des porteurs d'armes.
2. La confiance entre les forces et les populations pourrait passer par le renforcement des patrouilles ou des forces de proximité. La coordination et la coopération entre les différentes forces de sécurité intérieure qui sont les mieux représentées au quotidien dans l'ensemble des localités enquêtées peut être un moyen d'assurer ce maillage territorial et de pouvoir à la fois récolter plus facilement des informations sur les situations d'insécurité quotidienne tout en pouvant renforcer la connaissance mutuelle avec les populations. L'apaisement des rapports implique enfin pour certains corps, comme la police ou la gendarmerie, une limitation des pratiques de corruption. La présence renforcée de l'armée nationale et des FSI doit, en effet, induire de meilleures pratiques

---

<sup>3</sup> Journal de terrain d'un facilitateur de la région de Gao, novembre 2021.

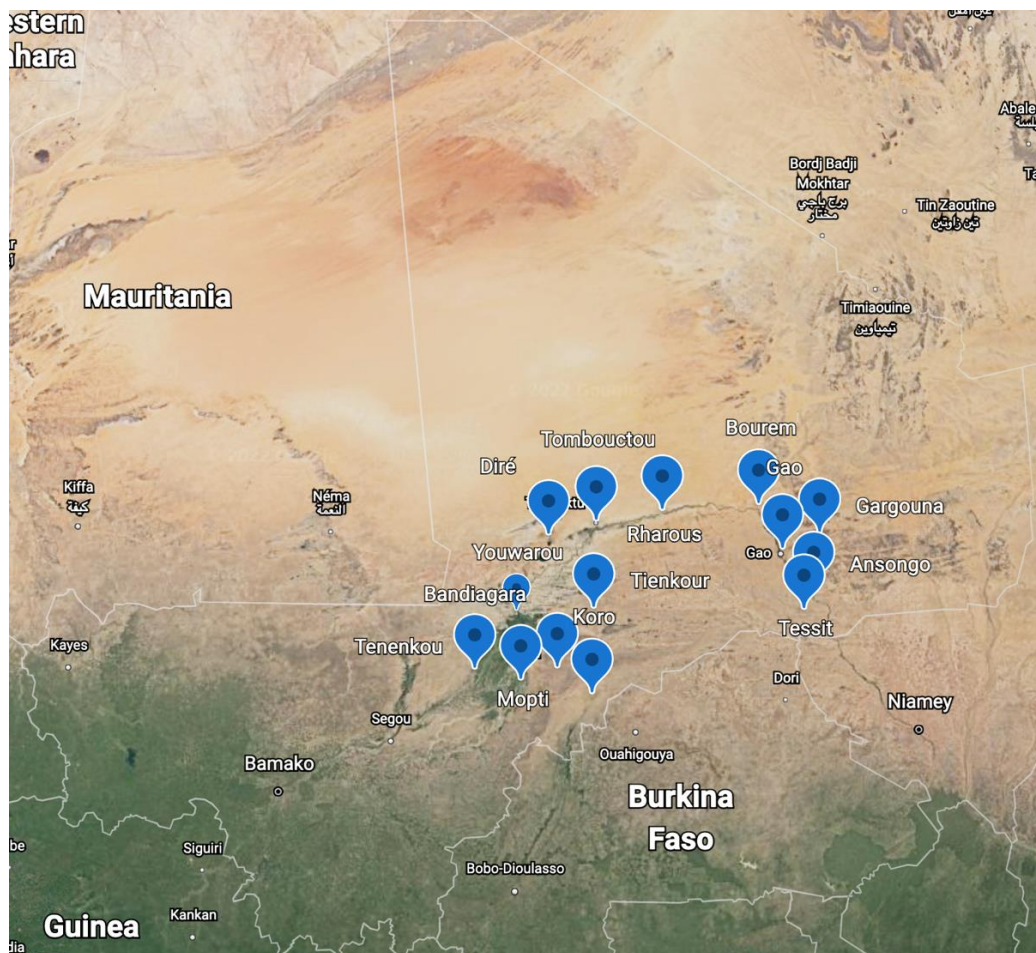
<sup>4</sup> Journal de terrain d'une facilitatrice dans la région de Mopti, novembre 2021.

<sup>5</sup> Journaux de terrain des facilitateurs de Mopti ville et de Bourem dans la région de Gao, novembre 2021.



quotidiennes avec les populations qui demandent également plus d'écoute et de considération pour leurs demandes et plaintes, ainsi que plus respect pour leur personne et leur anonymat.

3. La société civile devrait jouer un rôle pivot en accentuant la fréquence des échanges ainsi que leurs teneurs pour aborder concrètement ces sujets sensibles. Les mécanismes de dialogue entre la société civile et les forces demandent ainsi à être opérationnalisés et centralisés. La multiplication des acteurs présents tend, en effet, à dissoudre l'impact de leurs actions individuelles. Le recours fréquent par les populations aux figures particulières des chefs de villages ou de quartiers pour traiter des situations d'insécurité pourrait être un point de contact à privilégier pour les acteurs de la société civile actifs dans le domaine de la sécurité. Un cadre d'échange fixe et institutionnalisé demande à être établi.



Localisation des zones enquêtées (octobre 2021)

# **Les perceptions de la sécurité dans les régions de de Mopti, Tombouctou et Gao au Mali**

**(Novembre 2021)**